

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MARINGES (LOIRE)

SÉANCE ORDINAIRE DU 06 JUIN 2024

N° 2024/06.03

L'an deux mil vingt-quatre et le 6 juin, à 20 heures trente minutes, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur François DUMONT.

Nombre de membres afférents au conseil municipal : 15

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres qui ont pris part à la délibération : 14

Date de convocation : 31/05/2024

PRÉSENTS : M. DUMONT François, Mme THEVENON NICOLI Blandine, M. CROZIER Bernard, Mme PELLETIER Catherine, M. TOINON Alain, Mme CHALANDON Nicole, M. MALIGEAY Fabien, M. PONCET Jean-Marc, M. ASSOGBA Guillaume, Mme DOLBAU Marie-Noëlle, M. CŒUR Sébastien, Mme PENVEN-DE-MARI Marie-Hélène, Mme JOLY Marie-France, M. GARNIER Philippe.

Secrétaire élue : Mme PENVEN-DE-MARI Marie-Hélène.

Objet de la délibération: MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AE NUMERO 289

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment en ses articles L318-3, R. 318-7, R. 318-10 et R. 318-11

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment en ses articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R. 141-9,

Considérant que Monsieur Le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les différentes demandes formulées par l'Association Syndicale Libre du Lotissement du Bruley quant à l'intégration dans le domaine public routier communal de la voie du Lotissement du Bruley, alors cadastrée Section AE Numéro 287,

Considérant que Monsieur Le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal de la situation matérielle des faits de la parcelle cadastrée Section AE Numéro 289, d'une contenance de 00ha 0a 45ca ; savoir :

- que ladite parcelle alors située entre la parcelle cadastrée Section AE Numéro 249, alors en propriété de la Commune, et la parcelle cadastrée Section AE Numéro 287, alors en propriété de l'Association Syndicale Libre du Lotissement du Bruley, est constitutive d'une voie privée à la circulation publique,
- qu'elle constitue le seul itinéraire quant à la desserte du Lotissement du Bruley, dont la voirie est cadastrée Section AE Numéro 287, et ce depuis la voie communale, la Rue du Gouttat, qui assure également la desserte du Lotissement de la Salvagère et de le relier ainsi à l'ensemble des voiries

communales et départementales (D103) ; l'ensemble des usagers et des services publics, y compris les services de secours, empruntent ladite parcelle cadastrée Section AE Numéro 289 pour accéder audit Lotissement du Bruley, et ce depuis la création du lotissement, en tout état de cause depuis plus de 15 ans,

- qu'elle n'a jamais donné lieu à incorporation dans le domaine public routier, alors même qu'elle est intégrée de facto dans la trame circulatoire,

Considérant que Monsieur Le Maire fait état aux membres du Conseil Municipal qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, il est nécessaire que cette parcelle soit incorporée au domaine public communal,

Considérant que Monsieur Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'il convient de mettre en œuvre la procédure prévue par l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme, permettant de transférer d'office et sans indemnité, après enquête publique, la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans le domaine public communal,

Considérant que Monsieur Le Maire explicite ainsi aux membres du Conseil Municipal les principales étapes de la procédure de transfert de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique, savoir :

- Une délibération du Conseil Municipal portant approbation de la mise en œuvre la procédure prévue par l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme
- L'organisation d'une enquête publique d'une durée de 15 jours avec notification individuelle à chaque propriétaire ou ayant-droit. Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :
 - La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé ;
 - Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie ;
 - Un plan de situation ;
 - Un état parcellaire.
- Une délibération du Conseil Municipal portant décision de transfert de propriété, classement dans le domaine public ou en cas de désaccord d'au moins un propriétaire : décision du Préfet du Département, sur demande formelle de la Commune,
- La publication de l'acte de transfert auprès des Services de la Publicité Foncière,

Considérant que Monsieur Le Maire précise aux membres du Conseil Municipal que les frais sont à la charge de la Commune, et que les crédits afférents sont prévus au budget,

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur Le Maire quant à mettre en œuvre la procédure prévue par l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme, permettant de transférer d'office et sans indemnité, après enquête publique, la propriété de la parcelle cadastrée Section AE Numéro 289, alors voie privée ouverte à la circulation publique, dans le domaine public communal,
- Dire que les frais afférents sont à la charge de la Commune,
- Dire que les crédits afférents sont prévus au Budget,
- Donner tous pouvoirs à Monsieur Le Maire ou à son représentant à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire quant à mettre en œuvre la procédure prévue par l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme, permettant de transférer d'office et sans indemnité, après enquête

publique, la propriété de la parcelle cadastrée Section AE Numéro 289, alors voie privée ouverte à la circulation publique, dans le domaine public communal,

- **DIT** que les frais afférents sont à la charge de la Commune,

- **DIT** que les crédits afférents sont prévus au Budget,

- **DONNE tous pouvoirs** à Monsieur Le Maire ou à son représentant à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. Ont signé au registre le maire et la secrétaire de séance.

Pour copie conforme
François DUMONT,
Maire



La secrétaire de séance,
Mme Marie-Hélène PENVEN-DE-MARI,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' and 'P' followed by a horizontal line.